



Paris, le 23 mars 2025

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Insuffisance des moyens éducatifs, répression policière : le lycée Diderot (Paris 19e), témoin du mépris d'État pour la jeunesse des quartiers populaires

Le 20 mars 2025, parents, enseignants et personnels du lycée Diderot se sont mobilisés très massivement lors d'une **journée Lycée Désert** pour demander des **moyens supplémentaires** et alerter sur la **relégation sociale et scolaire** dont sont victimes les élèves de cet établissement depuis la réforme d'Affelnet :

- baisse de l'indice de mixité sociale ;
- baisse des résultats en Français et en Mathématiques au brevet ;
- fermeture de 4 classes et suppression de 2 spécialités entre 2023 et 2025 ;
- augmentation du nombre d'élèves par classe (35-36 élèves en Seconde) ;
- refus du Rectorat d'engager une augmentation des moyens d'enseignement et de Vie scolaire ;

Cette journée a rencontré **une adhésion massive de la part des parents**, solidaires de ces demandes. **Combien de lycées généraux et technologiques restera-t-il dans le 19e si aucune mesure d'équité n'est prise pour la rentrée 2025 ?**

Solidaires de ces revendications, les élèves se sont mobilisés le 19 mars en organisant un blocus devant le lycée. Alors que celles et ceux qui le souhaitent pouvaient entrer dans l'établissement, **la présence policière massive et disproportionnée** dans la rue a envenimé la situation. Le 19, **quatre élèves ont été interpellés**, des jeunes en situation de handicap ont été malmenés. D'autres blocus ont été organisés contre la baisse du Pass Culture dans des lycées du centre de Paris, sans déploiement massif des forces de l'ordre. **Nous exigeons des éclaircissements sur cette grossière différence de traitement !** Le 21, c'est **plus d'une dizaine d'élèves** qui ont été interpellés et placés en garde à vue en marge du nouveau blocus contre les violences policières. Le GSO, spécialisé dans l'anti-terrorisme, a été déployé aux abords du lycée. De nombreux contrôles au faciès ont eu lieu. Plusieurs élèves ont été déférés au parquet.

Seules des mesures d'équité et de justice sociale apaiseront désormais la colère ! **Quand ce mépris d'État pour les enfants des classes populaires cessera-t-il ?** Enseignants, parents et personnels demandent le retour du dialogue, la fin de la répression policière, l'abandon de toute poursuite contre les élèves et la satisfaction des revendications éducatives.